



Paris, le 9 juillet 2022

COMMUNIQUE DE PRESSE

Des leçons doivent être tirées de la crise économique actuelle de Sri Lanka.

Aujourd'hui, 9 juillet 2022, le président du Sri Lanka Gotabaya Rajapaska a été chassé du pouvoir par le peuple cinghalais du pays, qui l'a élu à une large majorité le 16 novembre 2019 et a également donné à son parti le pouvoir de majorité au parlement en août 2020.

Le 21 avril 2019, le Sri Lanka a été le théâtre d'une attaque terroriste massive contre des églises à Colombo, Batticaloa et Negombo et un hôtel. L'ONU a dit la vérité sur cette attaque, les églises ciblées étaient des églises où les Tamouls ont participé en grande majorité au mess de Pâques, et il s'agissait de touristes étrangers dans les hôtels. Sur les près de 250 personnes tuées, la grande majorité étaient des Tamouls et des étrangers. Cette attaque a été utilisée par Gotabaya Rajapaska pour remporter les élections. Est-ce aussi une coïncidence ?

Gotabaya Rajapaska et sa famille ont été dépeints par le peuple cinghalais comme leur roi qui a vaincu le peuple tamoul.

Est-ce une coïncidence, le 9 juillet 1995, l'église navale de Saint Pierre et Saint Paul à Navaly dans la péninsule de Jaffna a été bombardée par l'armée de l'air sri lankaise pendant la guerre civile sri lankaise. On estime qu'au moins 147 civils, qui s'étaient réfugiés à l'intérieur de l'église pour fuir les combats, sont morts à la suite de cet incident. Les victimes comprenaient des hommes, des femmes et des enfants

Le peuple tamoul a vécu près de 40 ans d'embargo économique dans ses régions depuis les années 1990 jusqu'en mai 2009.

Aujourd'hui, les Cinghalais ont chassé leur roi, quand ils ont commencé à sentir que l'État était en faillite économique et qu'ils ont commencé à sentir que leur gagne-pain était devenu une question.

Cela changera-t-il les 74 années d'échec politique du Sri Lanka. Le peuple réalisera-t-il et apprendra-t-il de ses erreurs.

Sri Lanka et conflit ethnique

- L'île de Sri Lanka était connue sous le nom de Ceylan pendant la période coloniale britannique et jusqu'en 1972 lorsqu'une constitution républicaine a été promulguée. Les Cinghalais et les Tamouls sont des nations distinctes sur l'île depuis avant l'ère coloniale, avec leurs propres cultures, langues, histoires, tandis que d'autres communautés vivent également sur l'île. Les Tamouls vivent principalement dans les provinces du Nord et de l'Est et ces provinces sont identifiées comme leur patrie traditionnelle.

La Maison du Tamil Eelam
Centre de Protections des Droits du Peuple Tamoul
28 Place de la Chapelle- 75018 Paris- Siret N° 527 913 933 00018
Tel : 06 52 72 58 67 – email : mte.france@gmail.com

- Il est bien établi que le conflit ethnique cinghalais-tamoul au Sri Lanka a été créé par les politiques des gouvernements consécutifs de Ceylan/Sri Lanka à partir de 1948, qui ont tous épousé le nationalisme ethno-religieux, avec un faux récit du bouddhisme cinghalais l'exclusivité au détriment des autres nations et communautés habitant l'île.
- Le discours d'exclusivité du bouddhisme cinghalais s'est implanté quelques décennies avant l'indépendance, mais le premier acte de cet intégrisme a été la mise en œuvre d'une politique de privation de droits et de déportation vers les travailleurs des plantations tamoules originaire de sud de l'Inde, qui vivaient dans la région centrale du Sri Lanka depuis plus de 250ans, travaillant dans les plantations de thé, de caoutchouc et de noix de coco depuis des générations et qui ont été les principaux contributeurs à l'économie d'exportation du Sri Lanka.
- Après avoir vu cette action irrationnelle prise contre les travailleurs des plantations tamoules, les Tamouls indigènes du nord-est de l'île ont plaidé pour un arrangement constitutionnel fédéral pour protéger et chérir leur langue, leur culture, leur patrimoine, leur mode de vie et leur développement économique. .
- Le Sinhala Only Act de 1956 a privé les Tamouls de l'égalité des chances dans la fonction publique et de l'utilisation de la langue tamoule dans l'administration publique. Cette loi, ainsi que la colonisation parrainée par le gouvernement des terres tamoules par des Cinghalais dans les provinces du nord et de l'est avec l'intention de réorganiser la démographie pour réduire la représentation tamoule à l'Assemblée législative, discriminant les Tamouls dans l'éducation, l'emploi et le développement, menant des pogroms à l'échelle de l'île contre des civils tamouls en vue d'un nettoyage ethnique forçant de nombreuses personnes à fuir vers l'Inde et d'autres pays étrangers, détruisant les institutions économiques, culturelles et religieuses tamoules et perpétrant des atrocités de masse tuant et mutilant des dizaines de milliers de Tamouls sous couvert de lutte contre le terrorisme, prouvent clairement l'intention génocidaire de l'État sri-lankais d'établir l'île en tant que pays cinghalais-bouddhiste.

L'effort du peuple tamoul pour une résolution

- Au cours des sept dernières décennies, diverses tentatives pour résoudre la question nationale tamoule dans l'île ont échoué à plusieurs reprises.
- Le peuple tamoul et ses dirigeants ont directement tenté de résoudre le problème avec les gouvernements successifs, mais n'ont obtenu aucun résultat tangible. Le gouvernement du Sri Lanka (GoSL) n'a pas négocié de bonne foi ou n'a pas eu la volonté de donner suite aux accords conclus avec les dirigeants tamouls.
- La Communauté internationale (CI), y compris l'Inde, a également tenté de servir de médiateur ou de faciliter les négociations à plusieurs reprises, et aucune de celles-ci n'a produit de résultats tangibles, y compris l'Accord indo-lankais de 1987.
- D'après l'expérience acquise jusqu'à présent, il est difficile d'imaginer que les Tamouls pourront un jour traiter directement uniquement avec le GoSL pour arriver à une solution raisonnable.

Le sort des Tamouls au Sri Lanka

La Maison du Tamil Eelam
 Centre de Protections des Droits du Peuple Tamoul
 28 Place de la Chapelle- 75018 Paris- Siret N° 527 913 933 00018
 Tel : 06 52 72 58 67 – email : mte.france@gmail.com

- Même treize ans après la fin du conflit armé au Sri Lanka en mai 2009, le peuple tamoul des provinces du nord et de l'est attend toujours que justice soit rendue pour les atrocités de masse (crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide) commises contre eux pendant et après la guerre. Ils attendent également avec un désespoir croissant la réhabilitation, la réinstallation, la reconstruction et la normalité dans leur vie.

- Selon le témoignage de l'ancien évêque catholique de Mannar Rayappu Joseph, 146 679 civils tamouls doivent être comptabilisés au cours des derniers mois du conflit armé, selon les chiffres du gouvernement et de l'ONU.

- Même si le Sri Lanka n'a actuellement aucune menace de sécurité externe ou interne, le GoSL consacre une part importante de ses dépenses nationales à la défense, maintenant plus de 300 000 forces de sécurité, principalement pour militariser les territoires tamouls et s'immiscer dans la vie des civils tamouls. . Le déploiement militaire concentré dans la patrie tamoule amène les Tamouls à vivre constamment dans la peur de l'intimidation, des arrestations arbitraires, de la détention illégale, du viol et de la torture et même de la disparition forcée pendant leur détention sous prétexte de la loi draconienne sur la prévention du terrorisme (PTA).

De plus, l'accaparement des terres, la prolifération des structures bouddhistes dans la patrie à prédominance hindoue/musulmane/chrétienne tamoule et la destruction du patrimoine des Tamouls se poursuivent avec force sous la supervision militaire.

- Il est évident que le GoSL a mené un génocide contre le peuple tamoul à partir de 1948 et continue son génocide structurel encore aujourd'hui.

CDH

- Les processus de justice transitionnelle, en particulier les questions de responsabilité, de réconciliation, de vérité et de non-réurrence, traités par le CDH avec l'aide principalement des pays du G7, n'ont jusqu'à présent produit aucun progrès substantiel ni rendu justice aux communautés de victimes.

- Cela nous inquiète beaucoup et nous frustre de constater que la CI n'a pas encore soutenu l'établissement de véritables processus de responsabilisation pour traduire les auteurs d'atrocités devant un mécanisme de justice pénale internationale pour rendre justice aux victimes. En outre, il est important que la CI montre un plus grand intérêt à répondre aux aspirations politiques légitimes du peuple tamoul dans les provinces du nord et de l'est du Sri Lanka afin d'ouvrir la voie au peuple tamoul pour qu'il vive en sécurité, en paix et en harmonie dans sa patrie traditionnelle avec leur droit inhérent à l'autodétermination.

- Actuellement, nous observons avec horreur comment la Russie commet des crimes atroces contre le peuple ukrainien, et nous nous tenons côte à côte avec le peuple ukrainien en cette heure de besoin, car nous sommes tous les deux des communautés de victimes qui ont fait face à un puissant tyran déterminé à détruire le peuple de la terre.

- Nous pensons que si la CI avait pris au sérieux les atrocités commises au Sri Lanka en 2009 et avait poursuivi et puni les auteurs, cela aurait renforcé l'ordre mondial, aurait pu effrayer les intimidateurs dans le monde, et peut-être aurait dissuadé la Russie de ses actions actuelles.

Statut actuel du Sri Lanka

- Le Sri Lanka est actuellement confronté aux difficultés économiques les plus graves depuis son indépendance en raison du manque de réserves de change et de revenus internes, et le pays est au bord de la faillite. Il y a de graves troubles politiques et le gouvernement a été reformulé à plusieurs reprises au cours des deux derniers mois sans aucune stabilité en vue.

- La cause profonde de la crise économique actuelle au Sri Lanka réside dans les politiques myopes de tous les différents gouvernements de Ceylan/Sri Lanka à partir de 1948, qui ont épousé le nationalisme ethno-religieux et l'exclusivité du bouddhisme cinghalais. Cela a non seulement annulé les contributions économiques d'autres personnes, mais a également gaspillé de grandes ressources en éliminant d'autres personnes par la terreur d'État et la guerre.

- Il est impératif que le Communauté International comprenne les problèmes fondamentaux :

- 1) la dimension ethnique des problèmes du Sri Lanka, en particulier la nature fondamentaliste du bouddhisme cinghalais adopté par l'État et

- 2) toute solution pour stabiliser le Sri Lanka doit résoudre ce problème en restructurant l'État et en mettant en œuvre un nouveau contrat social.

Toute tentative de simplement travailler pour un changement de régime ne résoudra pas la contradiction essentielle de la nature de l'État et ne produira pas les résultats escomptés, comme en témoignent une précédente tentative en 2015 et celle en cours actuellement.

- La crise actuelle au Sri Lanka offre une excellente occasion pour le CI d'intervenir et d'apporter les changements systémiques nécessaires afin que le Sri Lanka puisse devenir un pays véritablement démocratique, multilingue, multi religieux et plurinationnel où chaque nation aurait son propre - gouverner sans ingérence des autres. Cela contribuerait également à l'amélioration des conditions économiques du peuple sri-lankais et rendrait le pays stable et prospère, apportant la paix dans la région de l'océan Indien.

Contact : Thiruchchoti.T

Relation Publique et Affaires étrangères

Tel : 06 52 72 58 67

Email : mte.France@gmail.com